

À PIED, EN TRAIN, À VÉLO... : À ANTONY, GALÈRE SUR TOUTE LA LIGNE

Six semaines d'interruption totale des RER B et C, entre Massy-Palaiseau et d'un côté La Croix de Berny pour le B, de l'autre côté Pont de Rungis pour le C.

Sans dédommagement pour les abonnés, mais avec des navettes de remplacement, certes en nombre insuffisant. Et un sacré chaos le 1er jour, quand des usagers étaient dirigés vers Clichy-Levallois au lieu de Croix de Berny !

On note avec intérêt que pendant cette période, les abonnés Navigo peuvent prendre sans surcoût la ligne Orlyval pour rejoindre la 14. À pérenniser, Mme Péresse ! En comptant bien sur votre accord à venir, pour transformer Orlyval en ligne de desserte locale Antony-Wissous-Rungis, avec notamment l'ajout d'une station dans le quartier Descartes.

Si l'on se fie au minime paragraphe dans Vivre à Antony, ces 6 semaines

d'interruption sont un non-sujet pour la majorité municipale.

Pourtant de nombreux habitants subissent une double peine, puisque le pont des Baconnets est aussi fermé, aux voitures comme aux piétons. Là aussi des navettes sont censées assurer la circulation, entre les Baconnets et la rue Pajeaud. Ces deux quartiers voisins subissent plus que jamais la coupure urbaine que constituent les voies ferrées. L'amélioration du franchissement de ces voies devrait être depuis longtemps une priorité.

Mais il y a 3 ans, le maire avait refusé notre amendement qui visait à demander à la Métropole d'inscrire un tel projet dans son Schéma de Cohérence Territoriale. Tout le monde sait pourtant que le pont des Baconnets est trop étroit et trop fragile – par ex. pour les poids lourds de 3,5 tonnes et plus, qui l'ont parfois emprunté, malgré

l'interdiction.

Et l'on a appris que la passerelle, qui devrait un jour permettre aux piétons d'enjamber les voies ferrées, ne sera pas assez large pour accueillir les vélos. Hélas !

DAVID MAUGER



Pour des transports publics et de qualité, je signe sur <https://stopgalere.fr>

CINÉMA ?... JE NE PEUX PAS,... J'AI CONSEIL MUNICIPAL !

Jeudi 26 juin, dernier conseil municipal avant l'été ; nous sommes nombreux d'ATC à y assister, sur les bancs du public ou par internet. On apprend des choses édifiantes sur la gouvernance de notre ville ; 4 membres d'ATC et 7 faux opposants, une 40aine d'élus de la majorité qui ne se manifestent jamais pendant les délibérations. Et pourtant, bien des points qui pourraient susciter un intérêt, comme la mise en place d'une « patrouille équestre » pour surveiller la ville, l'idée que la pollution sonore ou environnementale n'est pas plus importante à Antonypôle près des autoroutes et des pistes d'Orly qu'ailleurs

dans la ville, qu'il vaut mieux implanter une crèche privée que d'embaucher du personnel permettant le développement des crèches publiques, qu'il vaut mieux un gazon artificiel que de la vraie herbe pour les terrains de foot de l'US Métro...

Pour finir, cerise sur le gâteau, un micro est resté par inadvertance ouvert à la fin du conseil, quand Mme Sansy, 5^e adjointe au maire en charge de l'éducation, papote avec ses voisins « Il n'y a pas que les crèches qui permettent d'accueillir les enfants. On a pas mal d'assistantes maternelles aussi. [le Maire lève la séance mais le micro de Mme

Sansy est resté ouvert] mais ils sont marrants avec leurs crèches, ça coûte une blinde, les crèches et tout le monde n'a pas envie de payer pour les enfants des autres, moi, tu sais mes gamins, je les ai mis ailleurs qu'en crèche, voilà. Vous vous démerdez. Ils sont bien gentils, hein. Moi à l'époque il n'y avait pas le centre de loisirs à la demi-journée [...] ».

Mais ne cherchez pas ; le lendemain matin ce passage avait disparu de l'enregistrement.

Ça vaut bien un bon film !

Janet BORG

ON SE MOBILISE POUR L'ÉCOLE : BILAN

A l'heure où les enfants entament les grandes vacances, quel bilan pour l'école à Antony ? Les restrictions budgétaires au niveau national se font sentir, avec un gouvernement cherchant des dizaines de milliards de coupes dans les services publics.

Au début de l'année, le projet de la direction académique 92 (DSDEN) comportait 9 fermetures de classes pour seulement 2 ouvertures, soit un solde négatif de 7 classes à Antony. En février, le groupe de travail réunissant DSDEN92 et syndicats est revenu sur 2 des

fermetures de classes, à Val de Bièvre et à Anatole France.

Notre groupe avait dénoncé par un courrier cette avalanche de fermetures. Les chiffres des inscriptions scolaires et les arrivées dans le quartier Jean Zay ont provoqué une ouverture de classe de maternelle. Nous avons organisé, de notre côté, une réunion publique sur l'éducation, en présence d'une enseignante spécialiste de la carte scolaire, et nous avons à nouveau écrit à la DSDEN92.

Les parents de La Fontaine de leur côté ont rassemblé plus de 400 signatures et finalement les syndicats ont obtenu une ouverture en

élémentaire dans cette école, qui évitera ainsi les classes à plus de 30 élèves. La mobilisation, ça marche !

Nous sommes donc passés de 9 à 7 fermetures et de 2 à 4 ouvertures. Le solde, certes toujours négatif sur Antony, est passé de 7 classes à 3 classes. Restons donc vigilants et mobilisés pour l'école, pour demander des conditions conformes aux recommandations de l'Education Nationale, avec au plus 24 enfants par classe.

DAVID MAUGER



MICRO-CRÈCHES MACRO-INÉGALITÉS

En fermant la crèche de l'Aurore (60 berceaux), il y a 5 ans, le maire a privé le quartier des Rabats de lieu d'accueil pour les bébés. Pendant longtemps il a promis une nouvelle crèche, rue Pascal. Rien n'est venu. Aujourd'hui, l'entreprise *Berceaux des rois* prévoit d'ouvrir une micro-crèche de 12 berceaux dans le quartier. Problème : les services départementaux ont refusé par 2 fois son agrément en 2024, en raison de locaux trop petits. Mais la majorité peu regardante a néanmoins voté un avis favorable lors

du dernier conseil municipal. Plutôt que de développer le service public, le maire préfère laisser la place au privé, qui en fait un business, au détriment de la qualité de l'accueil des enfants. Ces micro-crèches sont aussi plus onéreuses pour les parents, ce qui va accroître les inégalités d'accès.

Mais comme l'a dit, en off, une élue de la majorité, *que les parents se démerdent !*

IRÈNE HUARD

PONT SUSPENDU

Le déplacement des élèves dans le quartier Pajeaud pendant la reconstruction de l'école Anatole France n'est plus à l'ordre du jour. Une solution est envisagée en utilisant les locaux de l'école Noyer Doré et du Centre Culturel Ousmane Sy. Nous avons eu raison de dénoncer ce déplacement inenvisageable pour les parents et les enfants. Et si on nous avait écoutés, l'opération serait peut-être déjà en cours : plus besoin d'attendre la fin des travaux SNCF pour franchir le pont des Baconnets. Que d'années perdues !

ÉCOLES EN SURCHAUFFE

Cette fin d'année scolaire, les écoliers d'Antony ont encore une fois dû endurer les qualités thermiques déplorables des établissements de la ville. Celles-ci (notamment celles du quartier «prioritaire» de la ville, Anatole France et le Noyer Doré) voient leurs travaux d'isolation reportés d'année en année.

À l'école du Noyer Doré, c'est l'association de parents d'élèves AAPEELA qui a équipé en 2022 les 15 classes de ventilateurs. Elles étaient en effet soumises aux rayons directs du soleil, sans même la protection d'un store aux fenêtres : promis depuis 2021, ceux-ci n'ont finalement été installés qu'à l'été

2024 !

Pour l'isolation des bâtiments, où la température passe de 15° en hiver à 40° en juin, il faudra encore attendre... au moins 10 ans ! Car «y a plus de sous».

Seul geste cette année : la Mairie a acheté des ventilateurs pour quelques classes de maternelle : 12 ventilateurs... pour 94 classes.

Mais l'essentiel c'est qu'on a une rue Mounié toute neuve et de nouveaux terrains de sport (qu'on s'empresse d'artificialiser, voir notre article page suivante)

Quel sens des priorités...

ELÉONORE BRUN

SANTÉ : LOIN DU COMPTE !

Il avait promis, il avait juré : « avec la maison de santé pluriprofessionnelle », on allait voir ce qu'on allait voir au Noyer Doré ! Las, la montagne annoncée par le maire (LR) d'Antony a accouché d'une souris. En fait, rien de plus qu'un modeste cabinet médical doté d'un généraliste et un dentiste grosso modo à mi-temps. Loin des promesses... Mais avec l'objectif (avoué en conseil municipal) de mettre le moins d'argent possible dans cet équipement.

SYLVAIN BERGOUNIOUX

Aidez-nous à poursuivre la route en demandant à recevoir les prochains numéros par mail à lafeuille@antonyterrecitoyenne.org, et/ou en soutenant financièrement par un chèque à : Association

de soutien à Antony Terre Citoyenne – JC Houver - 11, avenue de la division Leclerc - 92160 Antony. **D'avance, merci.**

LOGEMENTS : DES MANQUEMENTS LOURDEMENT SANCTIONNÉS

Le ministère du Logement vient d'infliger une amende de 478 000 euros à Hauts-de-Bievre Habitat (HdBH), principal organisme HLM d'Antony. En cause, sa gestion des attributions de logements, qui ne respecte pas les quotas d'attribution aux publics prioritaires, ni les critères de mixité sociale, selon l'Agence nationale de contrôle des organismes de logement social (ANCOLS).

La responsabilité de l'exécutif municipal est totale.

En effet la ville gère les attributions de 70 % des logements de HdBH situés à Antony. De plus, la ville refuse de mettre en place la cotation des dossiers selon des critères précis, cotation pourtant

obligatoire. Elle se réfugie derrière l'inertie sur ce sujet du Territoire Vallée Sud – Grand Paris, dont le maire d'Antony est le premier vice-président.

En décembre 2024, en réponse à nos questions, le maire balayait les observations de l'ANCOLS, concluant « vous n'avez pas à vous inquiéter du traitement du logement social à Antony ». Eh bien si !

Nous avons raison de demander la transparence et le respect des règles d'attribution des logements.

Vaut-il mieux payer des amendes, ou construire et rénover les logements sociaux attendus par près de 3 000 demandeurs antoniens ?

En effet, le logement social à Antony,

c'est l'opacité dans les attributions, mais aussi le sous-investissement dans l'entretien et la rénovation.

Un sous-investissement chronique cristallisé dans les pannes à répétition des ascenseurs des tours, qui épuisent les familles et assignent à résidence les personnes à mobilité réduite. Dernier épisode en date, la surchauffe d'une pièce d'ascenseur qui a nécessité d'appeler les pompiers au 5 parvis de la Bièvre.

Mais Jacques Legrand, maire adjoint au logement, s'emporte en conseil municipal « les ascenseurs sont en bon état ! ».

IRÈNE HUARD

GÉOTHERMIE : RUÉE VERS LE NOUVEL OR BLEU

Sous nos pieds circule une énergie renouvelable : l'eau chaude du Dogger. Pionnière en la matière, la ville de Fresnes exploite cette ressource depuis les années 80. Son nouveau projet de forage, prévu à la limite d'Antony et du quartier Descartes, pourrait permettre à certaines copropriétés d'Antony de se raccorder à une chaleur bas carbone. Mais le chantier promet aussi des mois de nuisances.

Un tel projet exige une vraie

coordination entre Fresnes et Antony. Pourtant, la mairie d'Antony a ignoré la réunion publique organisée par Fresnes. Seul David Mauger (élu ATC) y a participé pour échanger avec la municipalité de Fresnes et les Antoniens voisins du chantier.

À Antony, un projet de géothermie est enfin à l'étude. Mais la ressource se raréfie : face à la concurrence des villes voisines, il devient urgent d'accélérer.

EMMANUELLE GOUILLART

BOULES PUANTES (ET TOXIQUES)

Y avait-il urgence à artificialiser (pour 1,2M€) un terrain de rugby naturel de l'US Métro, espace intégré qui plus est dans « l'armature verte » régionale à sanctuariser ? Ou bien fallait-il prioriser la rénovation aux normes actuelles des terrains synthétiques en granulés de caoutchouc, polluants pour l'environnement, puants pour les riverains pendant l'été, et nocifs pour la santé des enfants qui y pratiquent le foot, comme à Velpéau ? Le maire s'en est sorti par une provocation : « On n'est pas à la campagne ici ! D'abord le sport. Vous savez bien, on est contre la santé à Antony. »

ANTONY SÉCHERESSE

Le sol argileux d'Antony rend de nombreuses habitations (pavillons mais aussi quelques immeubles) vulnérables au phénomène de retrait-gonflement des argiles (RGA), aggravé par le réchauffement climatique. Face aux fissures et désordres qui en résultent, les habitants sont souvent désarmés pour savoir que faire et vers qui se tourner.

Le collectif Antony Sécheresse, créé par des bénévoles confrontés à ces désordres depuis près de 15 ans, s'efforce de partager son expérience avec les habitants touchés : orientation vers des diagnostics, informations sur les démarches de réparation

possibles. Il porte aussi depuis plusieurs années des demandes auprès de la ville et autres élus locaux pour la prévention des risques RGA, notamment des modifications des plans d'urbanisme (PLU), et pour la mise en place d'une structure de conseil aux sinistrés.

Le collectif Antony Sécheresse a organisé en juin une réunion publique, à la fin de laquelle David Mauger (élu ATC) a pu échanger avec le collectif sur ses attentes.

Contact :

<https://adssa.jimdo.free.com/>

EMMANUELLE GOUILLART

ANTONYPOLÉ : UNE CONCERTATION POUR LA FORME

La ZAC Antonypole vise à transformer en profondeur ce quartier, avec des milliers de nouveaux logements prévus. Au printemps, de nombreux habitants ont participé aux réunions publiques organisées d'une part par la mairie et d'autre part par Antony Terre Citoyenne, qui y a présenté un projet alternatif plus équilibré : logements et emplois, accès aux services publics, et cadre de vie préservé. 153 contributions ont été déposées lors de la concertation, dont beaucoup reprenaient nos propositions.

Malheureusement, la ville et le territoire VSGP se contentent du minimum légal : les réponses aux avis sont polies mais vides, et la synthèse finale ignore les inquiétudes sur le bruit, la pollution ou la disparition des emplois industriels.

Entre bétonisation massive et projet durable, les électeurs auront à trancher en mars prochain.

TAMBOUILLE ÉLECTORALE

Officieusement officielle, à moins qu'elle ne soit officiellement officieuse, la rumeur circule avec insistance : Jean-Yves Sénant, maire LR d'Antony, et Maud Brégeon, députée macroniste de la circonscription, seraient mariés ! Pas devant l'état-civil, bien sûr, mais pour faire liste commune en mars 2026. Leurs troupes respectives sont-elles informées de cette union au sommet, et surtout consentantes ? Rien n'est moins sûr... Il se dit même que ce mariage passe mal. Sans discussion ni vote, Maud Brégeon aurait mis devant le fait accompli les Marcheurs d'Antony, lesquels ne digèrent pas le « c'est comme ça, et pas autrement ! ».

À la réflexion, quoi de surprenant puisque LR et Renaissance

sont déjà acoquinés au gouvernement. Pourquoi pas à la mairie ? D'ailleurs, on avait bien remarqué les insistants échanges de politesses entre le maire et les conseillers « en mouvement » lors des conseils municipaux...

Beaucoup s'interrogent sur la durabilité d'un tel attelage quand on voit qu'au plus haut niveau les ministres des deux courants s'affrontent désormais publiquement, au point que le président Macron redoute (dixit le journal *Le Monde*) d'être « entraîné dans les tréfonds de l'impopularité ». Un avant-goût de ce qui attendrait notre ville ?

SYLVAIN BERGOUNIOUX

GAZA : L'HUMANITÉ ASSASSINÉE

Près de 250 personnes ont marché à Antony, le 13 juin, pour exiger l'arrêt du génocide à Gaza, à l'appel d'Antony Palestine Solidarité, d'Amnesty International et de la LDH. Devant le théâtre, les participants se sont couchés au sol pour rendre hommage aux victimes.

Avant qu'il ne soit trop tard, il faut arrêter la folie meurtrière du gouvernement israélien, libérer les derniers otages israéliens et sauver le peuple palestinien de l'effacement. Exigeons pour cela des sanctions contre l'Etat d'Israël et la reconnaissance de l'Etat palestinien.



LE DRAPEAU DE LA HONTE : C'EST FINI !

Soulagement ! Le 18 juin, le drapeau israélien a disparu de l'Hôtel de Ville ! Il a fallu 20 mois au Préfet des Hauts-de-Seine, sur un recours d'Antony Palestine Solidarité, pour rappeler au maire d'Antony le principe de neutralité du service public. Mais il n'a pas attendu plus de 3 jours pour sommer le maire de Gennevilliers de retirer le drapeau palestinien affiché le 10 juin. 2 poids 2 mesures, selon la couleur du drapeau.



IMMIGRÉS PRIVÉS DE DROITS

L'obtention ou le renouvellement de titres de séjour devient un parcours d'obstacles kafkaïen pour les étrangers. Rendez-vous en préfecture distribués au compte-goutte, dossier refusé ou clôturé sous des prétextes divers, refus arbitraires... Nos concitoyens immigrés, même s'ils sont en emploi et intégrés en France, vivent dans la précarité et l'angoisse de se retrouver en situation irrégulière, et menacés d'expulsion.

Dans les Hauts-de-Seine 30000 dossiers sont en attente de traitement, entraînant des ruptures massives de droits dénoncées par la défenseure des droits. Tout en promettant d'améliorer les délais le préfet du 92, Alexandre Brugère, a déclaré vouloir « appliquer avec fermeté » les consignes de Retailleau et de son ex-patron Darmanin sur l'expulsion des étrangers en situation irrégulière. Une politique de harcèlement qui renie les valeurs de la France, prétendue terre d'asile et patrie des droits de l'Homme.

IRÈNE HUARD

Retrouvez nos élus lors du conseil municipal du 25 septembre (et/ou en replay) sur le site de la ville ou à l'Hôtel de ville, puis les 20 novembre et 18 décembre.

Abonnez-vous :



01 84 19 69 33

elus@antonyterrecitoyenne.org

David.Mauger@antonyterrecitoyenne.org

Irene.Huard@antonyterrecitoyenne.org

Julien.Doyen@antonyterrecitoyenne.org

Anne.Rambaut@antonyterrecitoyenne.org

<https://www.antonyterrecitoyenne.org>

<https://www.facebook.com/Antonyterrecitoyenne>



La Feuille est éditée par l'Association de soutien à Antony Terre Citoyenne.

Directeur de la publication : Pierre RUFAT

Ont contribué à ce numéro : Anne RAMBAUT, David MAUGER, Eléonore BRUN, Emmanuelle GOULLART, Irène HUARD, Janet BORG, Sylvain BERGOUNIOUX, Sylviane ASCHEHOUG

